



**PRÉFÈTE
DE LA MAYENNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Départementale de l'Emploi,
du Travail, des Solidarités et de la
Protection des Populations**

**Service de la protection de l'environnement et
installations classées**

Laval, le 14/03/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/03/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

EARL CHAUVIERE(DE LA)
La Chauvière aux Moines
53360 Quelaines-Saint-Gault

Références : dossier n° 4406/4407 AH – 202400475
Code AIOT : 0055301965

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/03/2024 dans l'établissement EARL CHAUVIERE(DE LA) implanté La Chauvière aux Moines - 53360 Quelaines-Saint-Gault. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a été faite dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle et l'action nationale 2024 prévention accident élevage.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EARL CHAUVIERE(DE LA)
- La Chauvière aux Moines - 53360 Quelaines-Saint-Gault
- Code AIOT : 0055301965
- Régime : Enregistrement

L'exploitation bénéficie d'un arrêté préfectoral n° 2004-P-405 du 30 mars 2004 pour exploiter un atelier avicole de 24 000 animaux sur les sites Viève et La Chauvière aux Moines équivalents et un arrêté préfectoral n° 2010-P-824 du 02 août 2010 pour exploiter un atelier porcin de 1040 porcs à l'engraissement, soit 1040 animaux équivalents sur le site La Chauvière aux Moines.

Thèmes de l'inspection :

- AN24 Prévention accident élevage
- Tous les thèmes de l'arrêté préfectoral du 27/12/2013 ont été contrôlé

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne

se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Il n'y a pas de constat hors des points de contrôle.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, articles 3, 4	Demande d'action corrective	90 jours
2	Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, articles 6, 7, 24	Demande d'action corrective	90 jours
3	Généralités	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, articles 8, 9, 10, 12, 13, 14	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	90 jours
4	Dispositions constructives	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, articles 11, 23, 25	Demande d'action corrective	90 jours
5	Dispositif de	Arrêté Ministériel du	Demande d'action corrective	90 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	rétention des pollutions accidentelles	27/12/2013, article 15		
6	Prélèvements et consommation d'eau	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, articles 16, 17, 18, 19	Demande d'action corrective	90 jours
7	sécurisation de la tête de forage	Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8	Demande d'action corrective	90 jours
8	Épandage et traitement des effluents d'élevage	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, articles 26, 27-1, 27-2, 27-3 a)	Demande d'action corrective	90 jours
10	Recensement des risques	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 8	Demande d'action corrective	30 jours
12	Moyens de lutte contre l'incendie et affichage	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13	Demande d'action corrective	90 jours
13	Intallations électriques et plan	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14	Demande d'action corrective	90 jours
14	Stockage et rétention	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15	Demande d'action corrective	90 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
9	Distances à respecter vis-à-vis des tiers.	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-3 > b, 27-3 > c), 27-4, 27-5, 37	Sans objet
11	Accès véhicules à l'installation	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 12	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il a été constaté une non-conformité majeure et des non-conformités moyennes.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, articles 3, 4
Thème(s) : Élevage, Dossier
Prescription contrôlée: Article 3 : L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'enregistrement. L'exploitant énumère et justifie en tant que de besoin toutes les dispositions prises pour la conception, la construction et l'exploitation des installations afin de respecter les prescriptions du présent arrêté.

Article 4 : L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- un registre à jour des effectifs d'animaux présents dans l'installation, constitué, le cas échéant, du registre d'élevage tel que prévu par le code rural et de la pêche maritime ;
- les différents documents prévus par le présent arrêté, à savoir :
- le registre des risques (article 14) ;
- le plan des réseaux de collecte des effluents d'élevage (cf. art. 23) ;
- le plan d'épandage (cf. art. 27-2) et les modalités de calcul de son dimensionnement (cf. art. 27-4) ;
- le cahier d'épandage y compris les bordereaux d'échanges d'effluents d'élevage, le cas échéant (cf. art. 37) ;
- les justificatifs de livraison des effluents d'élevage à un site spécialisé de traitement, le cas échéant (cf. art. 30) et/ou le cahier d'enregistrement des compostages le cas échéant (cf. art. 39) et/ou le registre des résultats des mesures des principaux paramètres permettant de s'assurer la bonne marche de l'installation de traitement des effluents d'élevage si elle existe au sein de l'installation (cf. art. 38) ;
- les bons d'enlèvements d'équarrissage (cf. article 34).

Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.

Constats :

Le jour de l'inspection, il a été constaté qu'il n'y avait pas d'animaux, le bâtiment était en vide sanitaire et deux porcherie sur le site La Chauvière aux Moines ont été détruites. Sur le site Viève, Il n'y a plus d'animaux et le bâtiment de volailles a été détruit. Le Site Viève n'est plus utilisé.

La cessation de l'activité volailles n'a pas été effectuée auprès de la Préfecture.

L'exploitation bénéficie d'un arrêté préfectoral n° 2004-P-405 du 30 mars 2004 pour exploiter un atelier avicole de 24 000 animaux sur les sites Viève et La Chauvière aux Moines équivalents et un arrêté préfectoral n° 2010-P-824 du 02 août 2010 pour exploiter un atelier porcin de 1040 porcs à l'engraissement, soit 1040 animaux équivalents sur le site La Chauvière aux Moines.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Etablir une déclaration de cessation de l'activité volailles auprès de la Préfecture.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 90 jours

N° 2 : Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, articles 6, 7, 24

Thème(s) : Élevage, Propreté , intégration paysagère, eaux pluviales

Prescription contrôlée :

Article 6 : L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations et leurs abords, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté.

Article 7 : Tous les sols des bâtiments d'élevage, de la salle de traite, de la laiterie et des aires d'ensilage susceptibles de produire des jus, toutes les installations d'évacuation (canalisations, y compris celles permettant l'évacuation des effluents vers les équipements de stockage et de traitement, caniveaux à lisier, etc.) ou de stockage des effluents sont imperméables et maintenus en parfait état d'étanchéité. La pente des sols des bâtiments d'élevage ou des annexes est conçue pour permettre l'écoulement des effluents d'élevage vers les équipements de stockage ou de traitement. Ces dispositions ne s'appliquent pas aux sols des enclos, des volières, des vérandas, et des bâtiments des élevages sur litière accumulée ainsi qu'aux bâtiments de poules pondeuses en cage. A l'intérieur des bâtiments d'élevage, de la salle de traite et de la laiterie, le bas des murs est imperméable et maintenu en parfait état d'étanchéité sur une hauteur d'un mètre au moins. Cette disposition n'est pas applicable aux enclos, aux volières, aux vérandas et aux bâtiments des élevages sur litière accumulée ainsi qu'aux bâtiments de poules pondeuses en cage. Les aliments stockés en dehors des bâtiments, à l'exception du front d'attaque des silos en libre-service et des racines et tubercules, sont couverts en permanence par une bâche maintenue en bon état ou tout

autre dispositif équivalent afin de les protéger de la pluie.

Article 24 : Les eaux pluviales provenant des toitures ne sont en aucun cas mélangées aux effluents d'élevage, ni rejetées sur les aires d'exercice. Lorsque ce risque existe, elles sont collectées par une gouttière ou tout autre dispositif équivalent. Elles sont alors soit stockées en vue d'une utilisation ultérieure, soit évacuées vers le milieu naturel ou un réseau particulier.

Constats :

Présence d'amas de ferrailles, plastiques, gravats, aux abords de l'exploitation

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Nettoyer les abords de l'exploitation (retirer les amas de ferrailles, plastiques, gravats,)

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 90 jours

N° 3 : Généralités

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, articles 8, 9, 10, 12, 13, 14

Thème(s) : Élevage, Sécurité du site et incendie

Prescription contrôlée :

Article 8 : L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui en raison de la présence de gaz (notamment en vue de chauffage) ou de liquides inflammables sont susceptibles de prendre feu ou de conduire à une explosion.

Article 9 : Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. Ces documents sont intégrés au registre des risques mentionné à l'article 14.

Article 10 : Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières.

Toutes dispositions sont prises aussi souvent que nécessaire pour empêcher la prolifération des insectes et des rongeurs, ainsi que pour en assurer la destruction.

Article 12 : L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours. Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre. Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent, lorsqu'il n'y a aucune présence humaine sur le site, sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation. Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations existantes.

Article 13 : L'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux par exemple) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre.

A défaut des moyens précédents, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances. La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Ces moyens sont complétés :

— s'il existe un stockage de fioul ou de gaz, par la mise en place à proximité d'un extincteur portatif à poudre polyvalente de 6 kilogrammes, en précisant : « Ne pas se servir sur flamme gaz » ;

— par la mise en place d'un extincteur portatif « dioxyde de carbone » de 2 à 6 kilogrammes à proximité des armoires ou locaux électriques.

Les vannes de barrage (gaz, fioul) ou de coupure (électricité) sont installées à l'entrée des bâtiments dans un boîtier sous verre dormant correctement identifié.

Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur.

Sont affichées à proximité du téléphone urbain, dans la mesure où il existe, et près de l'entrée du bâtiment, des consignes précises indiquant notamment :

- le numéro d'appel des sapeurs-pompiers : 18 ;
- le numéro d'appel de la gendarmerie : 17 ;
- le numéro d'appel du SAMU : 15 ;
- le numéro d'appel des secours à partir d'un téléphone mobile : 112 ;

Ainsi que les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'installation.

Article 14 : Les installations électriques sont conçues et construites conformément aux règlements et aux normes applicables.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, les éléments justifiant que ses installations électriques et techniques (gaz, chauffage, fioul) sont entretenues en bon état et vérifiées par un professionnel tous les cinq ans, ou tous les ans si l'exploitant emploie des salariés ou des stagiaires.

Un plan des zones à risque d'incendie ou d'explosion telles que mentionnées à l'article 8, les fiches de données de sécurité telles que mentionnées à l'article 9, les justificatifs des vérifications périodiques des matériels électriques et techniques et les éléments permettant de connaître les suites données à ces vérifications sont tenus à la disposition des services de secours et de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, dans un registre des risques.

Constats :

Non présentation du registre des risques avec fiches de données des produits dangereux (FDS) et plan des zones à risques.

Absence de contrôle des installations électriques.

Absence d'affichage des consignes de sécurité.

Absence d'extincteurs sur le site de l'exploitation.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Transmettre, **dans un délai d'un mois**, le registre des risques avec les fiches de données des produits dangereux (FDS) et plan des zones à risques aux services de l'inspection.

Dans un délai de 90 jours :

Afficher les consignes de sécurité dans votre bâtiment d'élevage.

Faire contrôler vos installations électriques.

Installer des extincteurs sur le site de l'exploitation.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 90 jours

N° 4 : Dispositions constructives

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, articles 11, 23, 25

Thème(s) : Élevage, Gestion des effluents

Prescription contrôlée :

Article 11 > I. Tous les sols des bâtiments d'élevage, de la salle de traite, de la laiterie et des aires d'ensilage susceptibles de produire des jus, toutes les installations d'évacuation (canalisations, y compris celles permettant l'évacuation des effluents vers les équipements de stockage et de traitement, caniveaux à lisier, etc.) ou de stockage des effluents sont imperméables et maintenus en parfait état d'étanchéité. La pente des sols des bâtiments d'élevage ou des annexes est conçue pour permettre l'écoulement des effluents d'élevage vers les équipements de stockage ou de traitement. Ces dispositions ne s'appliquent pas aux sols des enclos, des volières, des vérandas, et des bâtiments des élevages sur litière accumulée ainsi qu'aux bâtiments de poules pondeuses en cage. À l'intérieur des bâtiments d'élevage, de la salle de traite et de la laiterie, le bas des murs est imperméable et maintenu en parfait état d'étanchéité sur une hauteur d'un mètre au moins. Cette disposition n'est pas applicable aux enclos, aux volières, aux vérandas et aux bâtiments des élevages sur litière accumulée ainsi qu'aux bâtiments de poules pondeuses en cage. Les aliments stockés en dehors des bâtiments, à l'exception du front d'attaque des silos en libre-service et des racines et tubercules, sont couverts en permanence par une bâche maintenue en bon état ou tout

autre dispositif équivalent afin de les protéger de la pluie.

Article 11 > II. : Les équipements de stockage et de traitement des effluents d'élevage visés à l'article 2 sont conçus, dimensionnés et exploités de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel. Les équipements de stockage à l'air libre des effluents liquides sont signalés et entourés d'une clôture de sécurité et dotés, pour les nouveaux équipements, de dispositifs de surveillance de l'étanchéité. Les équipements de stockage des lisiers et effluents d'élevage liquides construits après le 1er juin 2005 et avant le 1er janvier 2014 sont conformes aux I à V et VII à IX du cahier des charges de l'annexe 2 de l'arrêté du 26 février 2002 susvisé, ou présentent des caractéristiques permettant de garantir les mêmes résultats. Les équipements de stockage des lisiers et effluents d'élevage liquides construits après le 1er janvier 2014 sont conformes aux I à V et VII à IX du cahier des charges de l'annexe 2 de l'arrêté du 26 février 2002 susvisé, ou présentent des caractéristiques permettant de garantir les mêmes résultats.

Article 11 > III. : Les équipements de stockage et de traitement des effluents d'élevage visés à l'article 2 sont conçus, dimensionnés et exploités de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel. Les équipements de stockage à l'air libre des effluents liquides sont signalés et entourés d'une clôture de sécurité et dotés, pour les nouveaux équipements, de dispositifs de surveillance de l'étanchéité. Les équipements de stockage des lisiers et effluents d'élevage liquides construits après le 1er juin 2005 et avant le 1er janvier 2014 sont conformes aux I à V et VII à IX du cahier des charges de l'annexe 2 de l'arrêté du 26 février 2002 susvisé, ou présentent des caractéristiques permettant de garantir les mêmes résultats. Les équipements de stockage des lisiers et effluents d'élevage liquides construits après le 1er janvier 2014 sont conformes aux I à V et VII à IX du cahier des charges de l'annexe 2 de l'arrêté du 26 février 2002 susvisé, ou présentent des caractéristiques permettant de garantir les mêmes résultats.

Article 11 > IV. : Les dispositions du I ne s'appliquent pas aux installations existantes autorisées avant le 1er octobre 2005 ainsi qu'aux installations d'élevages de volailles existantes non soumises à la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement avant le 2 octobre 2015.

Article 23 : Tous les effluents d'élevage sont collectés par un réseau étanche et dirigés vers les équipements de stockage ou de traitement des eaux résiduaires ou des effluents d'élevage. Le plan des réseaux de collecte des effluents d'élevage est tenu à disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées. Hors zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, la capacité minimale de stockage, y compris sous les animaux dans les bâtiments et, le cas échéant, sur une parcelle d'épandage, permet de stocker la totalité des effluents produits pendant quatre mois minimum. Les durées de stockage sont définies par le préfet et tiennent compte des particularités pédo-climatiques. II - Hors zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, les fumiers compacts non susceptibles d'écoulement peuvent être stockés ou compostés sur une parcelle d'épandage à l'issue d'un stockage de deux mois sous les animaux ou sur une fumière dans des conditions précisées par le préfet et figurant dans l'arrêté d'autorisation. Le stockage du compost et des fumiers respecte les distances prévues à l'article 5 et ne peut être réalisé sur des sols où l'épandage est interdit. La durée de stockage ne dépasse pas dix mois et le retour sur un même emplacement ne peut intervenir avant un délai de trois ans. Le stockage sur une parcelle d'épandage des fumiers de volailles non susceptibles d'écoulement peut être effectué dans les mêmes conditions sans stockage préalable de deux mois sous les animaux. III - Hors zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, lorsqu'un élevage de volailles dispose d'un procédé de séchage permettant d'obtenir de façon fiable et régulière des fientes comportant plus de 65 % de matière sèche, le stockage de ces fientes, couvertes par une bâche imperméable à l'eau mais perméable aux gaz, peut être effectué sur une parcelle d'épandage dans des conditions précisées par le préfet et figurant dans l'arrêté d'autorisation de l'élevage. En zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, les capacités minimales des équipements de stockage des effluents d'élevage répondent aux dispositions prises en application du 2° du I de l'article R. 211-81 du code de l'environnement. En zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, le stockage au champ des effluents visés au 2° du II de l'annexe I de l'arrêté du 19 décembre 2011. susvisé répond aux dispositions de ce dernier. **Article 25 :** Les rejets directs d'effluents vers les eaux souterraines sont interdits.

Constats :

Absence de signalisation et de sécurisation (mettre une échelle de secours, des filets anti-rongeurs et installer une clôture de 2 m autour de la fosse) de la fosse.

Présence d'une fumière non-conforme (le béton de la fumière n'est plus étanche, il n'y a pas de récupérateur de jus et les jus partent dans le milieu naturel). L'exploitant a prévue en 2024, de refaire une fumière aux normes à la place d'une ancienne porcherie).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra transmettre un porter à connaissance le service de l'inspection préalablement à la réalisation des travaux. Signaler et sécuriser la fosse existante (mettre une échelle de secours, des filets anti-rongeurs et installer une clôture de 2 m autour de la fosse) sous 90 jours. Mettre en place, une fumière conforme sous 12 mois .
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 90 jours, 12 mois

N° 5 : Dispositif de rétention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15
Thème(s) : Élevage, Dispositif de rétention
Prescription contrôlée : Article 15 : Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux équipements de stockage des effluents d'élevage et aux bassins de traitement des effluents liquides. Tout stockage de produits liquides inflammables, ainsi que d'autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; 50 % de la capacité globale des réservoirs associés. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé. Tout moyen équivalent au dispositif de rétention peut le remplacer, notamment les cuves double-paroi. L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) peut être contrôlée à tout moment. Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets. Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés. Lorsque les stockages sont à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant. Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement. Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations existantes.
Constats : Absence de rétention sous les bidons d'AD Blue. Absence de rétention sous les pistolets de la cuve à fuel et de l'AD Blue.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Mettre en rétention les bidons AD Blue. Installer des rétentions sous les pistolets de la cuve à fuel et des bidons d'AD Blue afin que les produits ne coulent pas dans le milieu naturel.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 90 jours

N° 6 : Prélèvements et consommation d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, articles 16, 17, 18, 19
Thème(s) : Élevage, Prélèvements et consommations d'eau

Prescription contrôlée :

Article 16 > I. : Le fonctionnement de l'installation est compatible avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L. 212-1 et suivants du code de l'environnement.

Article 16 > II. : Dans les zones vulnérables aux pollutions par les nitrates, délimitées conformément aux dispositions des articles R. 211-75 et R. 211-77 du code de l'environnement, les dispositions fixées par les arrêtés relatifs aux programmes d'action pris en application des articles R. 211-80 à R. 211-83 du code de l'environnement sont applicables.

Article 17 : Les dispositions de la présente section s'appliquent aux activités d'élevage de l'installation, à l'exclusion de toute autre activité, notamment d'irrigation. Le prélèvement ne se situe pas dans une zone où des mesures permanentes de répartition quantitative ont été instituées au titre de l'article L. 211-2 du code de l'environnement. Le prélèvement maximum journalier effectué dans le réseau public et/ou le milieu naturel est déterminé par l'exploitant dans son dossier de demande d'enregistrement. Toutes les dispositions sont prises pour limiter la consommation d'eau.

Article 18 : Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé hebdomadairement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 mètres cubes par jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation.

Article 19 : Toute réalisation ou cessation d'utilisation de forage est conforme aux dispositions du code minier et à l'arrêté du 11 septembre 2003 susvisé.

Constats :

Absence de compteurs volumétriques sur les réseaux d'eaux de l'exploitation.

Absence de relevé mensuel des consommations d'eau.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Installer des compteurs volumétriques sur les réseaux d'eau de votre exploitation et effectuer des relevés mensuels des consommations d'eau.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 90 jours

N° 7 : sécurisation de la tête de forage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8

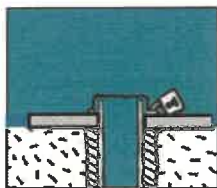
Thème(s) : Élevage, sécurisation de la tête de forage

Prescription contrôlée :

Article 8 : Un capot de fermeture ou tout autre dispositif approprié de fermeture équivalent doit être installé sur la tête du sondage, forage, puits ou ouvrage souterrain conservé pour prélever à titre temporaire ou permanent des eaux souterraines. Il doit permettre un parfait isolement des sondages, forages, puits ou ouvrages souterrains des inondations et de toutes pollutions par les eaux superficielles. En dehors des périodes d'exploitation ou d'intervention, l'accès à l'intérieur est interdit par un dispositif de sécurité.

Constats :

Absence de sécurisation de la tête de forage.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Sécuriser la tête de votre forage.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 90 jours

N° 8 : Épandage et traitement des effluents d'élevage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, articles 26, 27-1, 27-2, 27-3 a)
Thème(s) : Élevage, Epandage
Prescription contrôlée : Article 26 : Les effluents bruts d'élevage peuvent notamment être traités : - dans une station de traitement dans les conditions prévues à l'article 28 ; - par compostage dans les conditions prévues à l'article 29 ; - sur un site spécialisé dans les conditions prévues à l'article 30 ; - pour les effluents peu chargés par une filière de gestion validée dans le cadre du programme de maîtrise des pollutions d'origine agricole (PMPOA). Article 27 : 27-1 : Les effluents d'élevage bruts ou traités peuvent être épandus afin d'être soumis à une épuration naturelle par le sol et d'être valorisés par le couvert végétal. Les quantités épandues d'effluents d'élevage bruts ou traités sont adaptées de manière à assurer l'apport des éléments utiles aux sols et aux cultures sans excéder leurs besoins et leurs capacités exportatrices compte tenu des apports de toute nature qu'ils peuvent recevoir par ailleurs. En zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, la dose d'azote épandue est déterminée conformément aux règles définies par les programmes d'actions nitrates en matière notamment d'équilibre prévisionnel de la fertilisation azotée. Les quantités épandues et les périodes d'épandage des effluents d'élevage et des matières issues de leur traitement sont adaptées de manière à prévenir : - la stagnation prolongée sur les sols ; - le ruissellement en dehors des parcelles d'épandage ; - une percolation rapide vers les nappes souterraines. 27-2-a : Le plan d'épandage répond à trois objectifs : - identifier les surfaces épandables exploitées en propre ou mises à disposition par des tiers ; - identifier par nature et par quantité maximale les effluents d'élevage à épandre, qu'ils soient bruts, y compris ceux épandus par les animaux eux-mêmes, ou traités ; - calculer le dimensionnement des surfaces nécessaires à l'épandage, y compris par les animaux eux-mêmes, de ces effluents. 27-2-b : Les éléments à prendre en compte pour la réalisation du plan d'épandage sont : - les quantités d'effluents d'élevage bruts ou traités à épandre en fonction des effluents produits, traités, exportés et reçus sur l'exploitation ; - l'aptitude à l'épandage des terres destinées à recevoir les effluents d'élevage bruts ou traités. L'aptitude des sols est déterminée selon une méthode simplifiée approuvée par le ministre en charge de l'écologie ; - les assolements, les successions culturales, les rendements moyens ; - les périodes d'épandage habituelles des effluents d'élevage bruts et traités, le cas échéant, sur les cultures et les prairies ; 27-2-c : Le plan d'épandage est constitué : - d'une carte à une échelle comprise entre 1/12 500 et 1/5 000 permettant de localiser les surfaces d'épandage et les éléments environnants, notamment les noms des communes et les limites communales, les cours d'eau et habitations des tiers. Cette carte fait apparaître les contours et les numéros des unités de surface permettant de les repérer ainsi que les zones exclues à l'épandage selon les règles définies à l'article 27-3 ; - lorsque des terres sont mises à disposition par des tiers, des conventions (ou dans le cas de projets, les engagements) d'épandage sont conclues entre l'exploitant et le prêteur de terres. Les conventions d'épandage comprennent l'identification des surfaces concernées, les quantités et les types d'effluents d'élevage concernés, la durée de la mise à disposition des terres et les éléments nécessaires à la vérification par le pétitionnaire du bon dimensionnement des surfaces prêtées ; - d'un tableau référençant les surfaces repérées sur le support cartographique et indiquant, pour chaque unité, le numéro d'îlot de la déclaration effectuée au titre de la politique agricole

commune (îlot PAC), la superficie totale, l'aptitude à l'épandage, le nom de l'exploitant agricole de l'unité et le nom de la commune ; - des éléments à prendre en compte pour la réalisation de l'épandage mentionnés au point b, à l'exception des zones d'exclusion déjà mentionnées sur la carte ; - du calcul de dimensionnement du plan d'épandage selon les modalités définies à l'article 27-4 ; L'ensemble des éléments constituant le plan d'épandage est tenu à jour et à disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées ; 27-2-d : Toute intégration ou retrait de surface du plan d'épandage constitue un changement notable notifié avant sa réalisation à la connaissance du préfet. La notification contient pour la ou les surfaces concernées les références cadastrales ou le numéro d'îlot de la déclaration effectuée au titre de la politique agricole commune (îlot PAC), la superficie totale, le nom de l'exploitant agricole de l'unité et l'aptitude des terres à l'épandage. Le calcul de dimensionnement du nouveau plan d'épandage ainsi que sa cartographie sont mis à jour. Lorsque les surfaces ont déjà fait l'objet d'un plan d'épandage d'une installation classée autorisée ou enregistrée, et si les conditions sont similaires notamment au regard de la nature des effluents entre le nouveau plan d'épandage et l'ancien, la transmission de l'aptitude des terres à l'épandage peut être remplacée par les références de l'acte réglementaire précisant le plan d'épandage antérieur dont elles sont issues. 27-3-a : L'épandage des effluents d'élevage et des matières issues de leur traitement est interdit : - sur sol non cultivé ; - sur toutes les légumineuses sauf exceptions prévues par le deuxième paragraphe du c du 1 du III de l'arrêté du 19 décembre 2011 susvisé ; - sur les terrains en forte pente sauf s'il est mis en place un dispositif prévenant tout risque d'écoulement et de ruissellement vers les cours d'eau ; - sur les sols pris en masse par le gel (exception faite pour les fumiers ou les composts) ; - sur les sols enneigés ; - sur les sols inondés ou détrempés ; - pendant les périodes de fortes pluviosités ; - par aéro-aspiration sauf pour les eaux issues du traitement des effluents d'élevage. L'épandage par aspiration est pratiqué au moyen de dispositifs ne produisant pas d'aérosol.
Constats : Présence d'un plan d'épandage modifié (reprise de 38.31 ha et pertes des 4 prêteurs de terre) sans notification auprès du Préfet.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Transmettre auprès de la Préfecture de la Mayenne, la mise à jour du plan d'épandage.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 90 jours

N° 9 : Distances à respecter vis-à-vis des tiers.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, articles 27-3 > b, 27-3 > c), 27-4, 27-5, 37
Thème(s) : Élevage, Distance des épandages
Prescription contrôlée : 27-3-b : "Les distances minimales entre, d'une part, les parcelles d'épandage des effluents d'élevage bruts ou traités et, d'autre part, toute habitation ou local habituellement occupé par des tiers, les stades ou les terrains de camping agréés, à l'exception des terrains de camping à la ferme, sont fixées dans le tableau suivant : CATÉGORIE D'EFFLUENTS d'élevage bruts ou traités / DISTANCE MINIMALE d'épandage / CAS PARTICULIERS Composts d'effluents d'élevages élaborés selon les modalités de l'article 29 / 10 mètres Fumiers de bovins et porcs compacts non susceptibles d'écoulement, après un stockage d'au minimum deux mois / 15 mètres Autres fumiers ; Lisiers et purins ; Fientes à plus de 65 % de matière sèche ; Effluents d'élevage après un traitement visé à l'article 28 et/ou atténuant les odeurs à l'efficacité démontrée selon les

protocoles établis dans le cadre de l'étude Sentoref 2012 réalisée par le Laboratoire national de métrologie et d'essais ; Digestats de méthanisation ; Eaux blanches et vertes non mélangées avec d'autres effluents / 50 mètres / En cas d'injection directe dans le sol, la distance minimale est ramenée à 15 mètres. Pour un épandage avec un dispositif de buse palette ou de rampe à palettes ou à buses, cette distance est portée à 100 mètres.

Autres cas / 100 mètres"

27-3-c : L'épandage des effluents d'élevage et des matières issues de leur traitement est interdit à moins de :

- 50 mètres des points de prélèvement d'eau destinée à l'alimentation des collectivités humaines « ou des particuliers. Cette distance est réduite à 35 mètres lorsque ces prélèvements sont réalisés » en eaux souterraines (puits, forages et sources) ;
- 200 mètres des lieux de baignade déclarés et des plages, à l'exception des piscines privées, sauf pour les composts élaborés conformément à l'article 29 qui peuvent être épandus jusqu'à 50 mètres ;
- 500 mètres en amont des zones conchylicoles, sauf dérogation liée à la topographie, à la circulation des eaux et prévue par l'arrêté préfectoral d'autorisation ;
- 35 mètres des berges des cours d'eau ; cette limite est réduite à 10 mètres si une bande végétalisée de 10 mètres ne recevant aucun intrant, à l'exception de ceux épandus par les animaux eux-mêmes, est implantée de façon permanente en bordure des cours d'eau. Dans le cas des cours d'eau alimentant une pisciculture, à l'exclusion des étangs empoisonnés où l'élevage est extensif sans nourrissage ou avec apport de nourriture exceptionnel, la distance est portée à 50 mètres des berges du cours d'eau sur un linéaire d'un kilomètre le long des cours d'eau en amont de la pisciculture.

27-4 : La superficie du plan d'épandage est réputée suffisante lorsque la quantité d'azote épandable issue des animaux de l'installation et destinée à être épandue mécaniquement ou par les animaux eux-mêmes n'excède pas les capacités d'exportation en azote des cultures et des prairies exploitées en propre et/ou mises à disposition. La superficie est calculée sur la base des informations figurant dans les conventions d'épandage compte tenu des quantités d'azote épandable produites ou reçues par ailleurs par le prêteur de terres. Les modalités de calcul du dimensionnement du plan d'épandage figurent en annexe.

27-5 : Les épandages sur terres nues sont suivis d'un enfouissement :

- dans les vingt-quatre heures pour les fumiers de bovins et « porcs » compacts non susceptibles d'écoulement, après un stockage d'au minimum deux mois, ou pour les matières issues de leur traitement ;
- dans les douze heures pour les autres effluents d'élevage ou les matières issues de leur traitement.

Cette obligation d'enfouissement ne s'applique pas :

- aux composts élaborés conformément à l'article 29 ;
- lors de l'épandage de fumiers compacts non susceptibles d'écoulement sur sols pris en masse par le gel.

Article 37 : Un cahier d'épandage, tenu sous la responsabilité de l'exploitant et à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées pendant une durée de cinq ans, comporte pour chacune des surfaces réceptrices épandues exploitées en propre :

1. Les superficies effectivement épandues ;
2. Hors zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, les références de l'ilot PAC des surfaces épandues et en zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, les références de l'ilot cultural des surfaces épandues. La correspondance entre les surfaces inscrites au plan d'épandage tel que défini à l'article 27-2 et les surfaces effectivement épandues est assurée ;
3. Les dates d'épandage ;
4. La nature des cultures ;
5. Les rendements des cultures ;
6. Les volumes par nature d'effluents et les quantités d'azote épandues, en précisant les autres apports d'azote organique et minéral ;
7. Le mode d'épandage et le délai d'enfouissement ;
8. Le traitement mis en œuvre pour atténuer les odeurs (s'il existe). Lorsque les effluents d'élevage sont épandus sur des parcelles mises à disposition par un prêteur de terres, un bordereau cosigné par l'exploitant et le prêteur de terre est référencé et joint au cahier d'épandage. Ce bordereau

est établi au plus tard à la fin du chantier d'épandage. Il comporte l'identification des surfaces réceptrices, les volumes d'effluents d'élevage et des matières issues de leur traitement épandus et les quantités d'azote correspondantes. En zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, l'établissement des bordereaux d'échanges et du cahier d'enregistrement définis au IV de l'annexe I de l'arrêté du 19 décembre 2011 susvisé est considéré remplir les obligations définies au présent article, à condition que le cahier d'épandage soit complété pour chaque îlot cultural par les informations 2, 7 et 8 ci-dessus. Le cahier d'épandage est tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.
Constats : Il n'y a pas de constat de non-conformité.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Recensement des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 8
Thème(s) : Actions nationales 2024, risque incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui en raison de la présence de gaz (notamment en vue de chauffage) ou de liquides inflammables sont susceptibles de prendre feu ou de conduire à une explosion.
Constats : Non présentation du registre des risques avec fiches de données des produits dangereux (FDS) et plan des zones à risques.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Transmettre dans un délai mois, le registre des risques avec les fiches de données de sécurité des produits dangereux (FDS) et le plan des zones à risques.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 30 jours

N° 11 : Accès véhicules à l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 12
Thème(s) : Actions nationales 2024, risque incendie
Prescription contrôlée : L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours. Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre. Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent, lorsqu'il n'y a aucune présence humaine sur le site, sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation. Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations existantes.
Constats : Il n'y a pas de constat de non-conformité.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Moyens de lutte contre l'incendie et affichage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13
--

Thème(s) : Actions nationales 2024, risque incendie
Prescription contrôlée : L'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux par exemple) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre. A défaut des moyens précédents, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances. La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Ces moyens sont complétés : - s'il existe un stockage de fioul ou de gaz, par la mise en place à proximité d'un extincteur portatif à poudre polyvalente de 6 kilogrammes, en précisant : « Ne pas se servir sur flamme gaz » ; - par la mise en place d'un extincteur portatif « dioxyde de carbone » de 2 à 6 kilogrammes à proximité des armoires ou locaux électriques. Les vannes de barrage (gaz, fioul) ou de coupure (électricité) sont installées à l'entrée des bâtiments dans un boîtier sous verre dormant correctement identifié. Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur. Sont affichées à proximité du téléphone urbain, dans la mesure où il existe, et près de l'entrée du bâtiment, des consignes précises indiquant notamment : - le numéro d'appel des sapeurs-pompiers : 18 ; - le numéro d'appel de la gendarmerie : 17 ; - le numéro d'appel du SAMU : 15 ; - le numéro d'appel des secours à partir d'un téléphone mobile : 112 ; ainsi que les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'installation.
Constats : Absence d'extincteur sur le site de l'exploitation. Absence d'affichage des consignes de sécurité.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Installer des extincteurs sur le site de l'exploitation. Afficher les consignes de sécurité dans votre bâtiment d'élevage.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 90 jours

N° 13 : Installations électriques et plan

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14
Thème(s) : Actions nationales 2024, risque incendie
Prescription contrôlée : Les installations électriques sont conçues et construites conformément aux règlements et aux normes applicables. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, les éléments justifiant que ses installations électriques et techniques (gaz, chauffage, fioul) sont entretenues en bon état et vérifiées par un professionnel tous les cinq ans, ou tous les ans si l'exploitant emploie des salariés ou des stagiaires. Un plan des zones à risque d'incendie ou d'explosion telles que mentionnées à l'article 8, les fiches de données de sécurité telles que mentionnées à l'article 9, les justificatifs des vérifications périodiques des matériels électriques et techniques et les éléments permettant de connaître les suites données à ces vérifications sont tenus à la disposition des services de secours et de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, dans un registre des risques.
Constats :

Absence de vérification des installations électriques de l'exploitation, dans un délai de 90 jours.
Non présentation du registre des risques avec les fiches de sécurité des produits dangereux (FDS) et un plan de zones à risques.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

De faire vérifier vos installations électriques dans un délai de 90 jours.

De transmettre aux services de l'inspection le registre des risques avec les fiches de données des produits dangereux (FDS) et le plan des zones à risques.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 90 jours

BILAN N et P2O5

NOM : EARL DE LA CHAUVIERE AUX MOINES

ADRESSE : LA CHAUVIERE AUX MOINES - 53360 QUELAINES ST GAULT										DATE : 06/03/24			
ANIMAUX	kg N	kg P2O5	Nombre N	Produit P2O5	Produit N	Non maîtrisable N	Non maîtrisable P	Maîtrisable P	DATE :	Non maîtrisable N	Non maîtrisable P	Maîtrisable P	Production d'azote éparodable par les vaches laitières (KgN/an/animal)
Vaches laitières	68	39	34	2312	1326	0	0,00	0,00	0,00	2312,00	0,00	1326,00	production usuelle Temps pâturés à l'extérieur
Vaches allaitantes	40,5	25	0	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	< 6000 kg
Vaches de réforme	25	7	13	325	91	0	0,00	0,00	0,00	325,00	0,00	91,00	6000 à 8000 kg
Génisse 0 - 1 an	42,5	18	18	765	324	0	0,00	0,00	0,00	765,00	0,00	324,00	4 mois
Génisse 1 - 2 ans	54	25	18	972	450	0	0,00	0,00	0,00	972,00	0,00	450,00	4 à 7 mois
Génisse > 2 ans													7 mois
Mâle 0 - 1	25	7	0	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
croissance													
engraissement	20	14	0	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Mâle 1 - 2 ans	42,5	18	0	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
croissance	40,5	25	0	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
engraissement	73	34	1	73	34	0	0,00	0,00	0,00	73,00	0,00	34,00	
Mâle > 2 ans	27	18	11	297	198	0	0,00	0,00	0,00	297,00	0,00	198,00	
Broutard < 1 an, engraissement	6,3	3	0	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
place de veau de boucherie	11	6	0	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Brebis viande et bœlier	12	6	0	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Brebis Laitières	6	3	0	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Agnelle	0,8	1,8	0	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Agneau engraisé produit	0,07	1,8	0	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Chevreau engraisé produit	11	6	0	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Chevre et Bouc	5	3	0	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Chevrette	66,5	22	0	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Jument de trait suetée	50	5	0	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Jument de trait	45	26	0	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Jument sport et loisir suetée	39	22	0	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Jument sport et loisir travail	23	5	0	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Poney (AB) (200 Kg)	35	6	0	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Poney (CD) (400 kg)	17,4	14	0	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Truie ou verrat présent, par an (standard)	9,5	6,36	0	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Truie non reproductrice, par an (standard)	3,17	2,12	0	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
porc charcutier produit après ps (standard)	0,44	0,31	0	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
porcelet produit en post-sevrage (standard)	14,3	11	0	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Truie ou verrat présent, par an (biphase)	7,8	4,35	0	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Truie non reproductrice, par an (biphase)	2,6	1,45	900	2340	1305	0	0,00	0,00	2340,00	0,00	0,00	1305,00	
porc charcutier produit après ps (biphase)	0,39	0,25	0	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
porcelet produit en post-sevrage (biphase)	0,094	0,069	0	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
canards barbare (mixte)	0,132	0,084	0	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
canards barbare mâle	0,052	0,022	0	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
canards colvert (pour lâchage)	0,11	0,046	0	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Canards colvert (pour tir)	0,47	0,057	0	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
canards colvert reproducteur	0,061	0,047	0	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
canards mulards gras	0,113	0,023	0	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
canard mulards PAG (extérieur)	0,129	0,06	0	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
canard mulards PAG (intérieur)	0,06	0,054	0	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
canards pékins	0,174	0,153	0	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
canes Barbaries futures reprod	0,564	0,724	0	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
canes Barbaries reprod	0,561	0,751	0	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
canes pékins (ponte)	0,207	0,629	0	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
canes pékin future reproductrice	0,533	0,629	0	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
canes reproductrice (gras)	0,061	0,045	0	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
canette barbare label	0,053	0,033	0	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
canette barbare standard	0,108	0,033	0	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
canette mulard à rôtir	0,047	0,051	0	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
canette pékin	0,193	0,111	0	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
chapon label	0,148	0,085	0	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
chapon mini label	0,123	0,082	0	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
chapon de pintade label	0,203	0,116	0	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
chapon standard	0,012	0,006	0	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
coquelet standard	0,091	0,068	0	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
dindes à rôir biologique	0,239	0,068	0	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
dindes à rôir label													
TOTAL													0
préteur de terre													
M SAUDRAIS													
EARL ROYER													
M SEYEUX													
MME SSHEARMAN													
TOTAL													0
Import de terre													
Bordereau valide													
Inscrit au PE													
TOTAL													0

dindes à rôti standard	0.103	0.104	0	0	0	0	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
dindes découpe femelle label	0.193	0.143	0	0	0	0	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
dindes découpe mâle label	0.339	0.254	0	0	0	0	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
dindes lourdes	0.285	0.242	0	0	0	0	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
dindes médium	0.237	0.23	0	0	0	0	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
dindes futures reproductrice	0.472	0.614	0	0	0	0	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
dindes reproductrice	0.584	0.592	0	0	0	0	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
faisan 22 semaines	0.062	0.021	0	0	0	0	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
faisan futur reproducteur (32 semaines)	0.088	0.02	0	0	0	0	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
faisan reproducteur	0.137	0.214	0	0	0	0	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
oie à rôti	0.455	0.241	0	0	0	0	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
oie grasse	0.112	0.076	0	0	0	0	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
oie prêt à jager	0.155	0.083	0	0	0	0	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
oie future reproductrice (chair)	0.567	0.435	0	0	0	0	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
oie future reproductrice (gras)	1.032	0.84	0	0	0	0	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
oie reproductrice (chair) par cycle de ponte	0.625	0.876	0	0	0	0	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
oie reproductrice grasse	0.772	1.163	0	0	0	0	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
perdrix 15 semaines	0.029	0.012	0	0	0	0	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
perdrix future reproductrice (23 semaines)	0.036	0.011	0	0	0	0	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
perdrix reproductrice	0.111	0.129	0	0	0	0	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
pigeons par couple	0.312	0.491	0	0	0	0	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
pintades biologique (bât fixe)	0.068	0.056	0	0	0	0	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
pintades biologique (bât mobile)	0.056	0.038	0	0	0	0	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
pintades standard	0.042	0.035	0	0	0	0	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
pintades label	0.068	0.054	0	0	0	0	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
pintades future reproductrice	0.051	0.067	0	0	0	0	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
pintades reproductrice	0.208	0.375	0	0	0	0	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
caillies future reproductrice	0.012	0.006	0	0	0	0	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
caillies Label	0.01	0.006	0	0	0	0	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
caillies pondreuse œuf	0.07	0.067	0	0	0	0	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
caillies pondreuse reproduction	0.047	0.045	0	0	0	0	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
caillies standard	0.08	0.006	0	0	0	0	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
poularde label	0.15	0.086	0	0	0	0	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
poules pondreuses std (cages std)	0.436	0.38	0	0	0	0	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
poules pondreuses std (cage fosse profonde)	0.242	0.38	0	0	0	0	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
poules pondreuses std (cage séchoir)	0.467	0.38	0	0	0	0	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
poules pondreuses label (œufs)	0.373	0.265	0	0	0	0	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
poules pondreuses bio (œufs)	0.365	0.262	0	0	0	0	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
poules pondreuses repro chair standard	0.362	0.495	0	0	0	0	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
poules pondreuses repro chair label	0.507	0.662	0	0	0	0	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
poules pondreuses repro ponte	0.324	0.446	0	0	0	0	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
poules pondreuses plein air (œufs)	0.365	0.262	0	0	0	0	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
poules pondreuses sol (œufs)	0.413	0.358	0	0	0	0	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
poulette future reproductrice (ponte)	0.092	0.087	0	0	0	0	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
poulette œufs label bio plein air	0.079	0.064	0	0	0	0	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
poulette œufs standard sol	0.082	0.065	0	0	0	0	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
poulette œufs standard cage	0.077	0.062	0	0	0	0	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
poulet biologique bat fixe	0.082	0.056	0	0	0	0	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
poulet biologique bât mobile	0.082	0.047	0	0	0	0	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
poulet label bât fixe	0.066	0.036	0	0	0	0	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
poulet label bât mobile	0.074	0.034	0	0	0	0	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
Poulet standard léger (export)	0.021	0.009	0	0	0	0	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
poulet standard certifié	0.045	0.027	0	0	0	0	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
poulet standardd lourd	0.039	0.026	0	0	0	0	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
poulet standard	0.028	0.015	0	0	0	0	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
Total	7084.00	3728.00	0	0	0	0	0.00	7084.00	0.00	3728.00	0.00

exportation préneur	0	0									
Importation	0	0									
N organique sur l'exploitation	7084.00										
P organique sur l'exploitation	3728.00										
S.A.U exploitation	112.59										
S.P.E	0										
S.P.N.E	0										
SPATURE	0										
SPATURE.N.E	0										
Indice N	62.9										
N Minéral	14302										
Indice N total	189.9										
P Minéral	0										
Indice P	33.1										
exportation des cultures	9768										
Ratio	38.17 %										

N org non maitrisab	0.00										
org non maitrisab	7084.00										
org maitrisable	3728.00										